Les organisations syndicales de fonctionnaires CGT, FO et Solidaires rappellent leur opposition au programme Action publique 2022 dont l'un des objectifs principaux affichés dans la circulaire du Premier ministre du 26 septembre dernier est de privatiser ou d'abandonner des missions de service public.

Elles renouvellent leur demande d'un véritable bilan des réformes déjà engagées depuis une dizaine d'années tant sur le plan des services (RGPP, Réate 1 et 2, Réforme territoriale, GHT, etc.) que sur le plan statutaire (fusions de corps, déconcentration de la gestion, ...) avant toute nouvelle initiative qui conduirait à d'éventuelles réorganisations. Elles affirment que le comité de suivi convoqué ce jour, ne peut pas être le lieu de ce débat.

Nos trois organisations syndicales considèrent que ce comité de suivi a pour objet d'accompagner et de suivre les choix gouvernementaux pour Action publique 2022 ce qui ne laisse place à aucune possibilité d'un dialogue social constructif, basé sur les conséquences des réformes déjà engagées et posant la question des missions de la Fonction publique et de ces agents.

Une fois de plus le prisme budgétaire est le seul fil conducteur, ce que nous rejetons.

Face à un tel constat et des interlocuteurs qui ignorent systématiquement nos demandes d'une autre orientation gouvernementale pour l'avenir des services publics, de la fonction publique et de ses agents, nos organisations syndicales ne siègeront pas à ce comité de suivi.

Elles appellent le Ministre et le gouvernement à entendre enfin les attentes des fonctionnaires et agents publics et à ouvrir un vrai chantier permettant de pérenniser les services, les missions, les effectifs et de renforcer l'attractivité de l'emploi public avec une amélioration du pouvoir d'achat et des carrières.

Public: Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022
Fonction publique

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *